

*Initiatives ministérielles*

maintenant avaient réussi à se dérober à leurs responsabilités fiscales.

En tant que député, les auteurs des lettres que je reçois de ma circonscription de Brandon—Souris et d'ailleurs au Canada se plaignent de ce que trop de gens se dérobent à leurs responsabilités fiscales. Or, la taxe sur les produits et services aura notamment pour avantage de rendre la vie plus difficile à ceux qui cherchent à s'y dérober.

Vous le savez, monsieur le Président, le budget révèle que le gouvernement doit encore percevoir 2 milliards de dollars de taxe sur les ventes des fabricants. La taxe sur les produits et services aura notamment pour avantage de rendre dorénavant cette perception plus équitable qu'elle ne l'est à l'heure actuelle.

En outre et comme vous le savez, la réduction de la taxe sur les produits et services de 9 à 7 p. 100 va être compensée par une hausse des taxes imposées aux grandes sociétés et par une augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers les plus fortunés. Lorsque les Canadiens auront compris cela, ils s'en réjouiront certainement.

Pour conclure, je voudrais parler de la réduction des dépenses gouvernementales, car cela intéresse beaucoup mes électeurs et d'autres Canadiens. Il ne faut surtout pas oublier que notre gouvernement a bel et bien supprimé quelque 12 000 postes dans la fonction publique depuis son élection en 1984. Il importe de rappeler aux Canadiens que seize sociétés d'État ont été privatisées. Il importe de leur faire remarquer que ces sociétés d'État ont été allégées de quelque 60 000 emplois.

Les compressions d'effectifs au sein de la fonction publique fédérale ne font pas nécessairement l'affaire de tout le monde et elles n'ont certes pas plu hier soir aux syndicalistes, en particulier, vous vous en doutez bien, à ceux qui sont à l'emploi du gouvernement fédéral, mais la population en général ne cesse de les réclamer à grands cris.

On a considérablement réduit les dépenses du gouvernement. En fait, on a ramené la fonction publique aux

dimensions qu'elle avait en 1973. Le gouvernement a très considérablement réduit ses frais d'exploitation.

Enfin, je tiens à répéter quelque chose que j'ai déclaré plus tôt, car c'est probablement l'une des déclarations les plus importantes à avoir été faites ces derniers mois au sujet du coût du gouvernement. De 1980 à 1984, le coût des programmes les plus fondamentaux dont dépend tout gouvernement a augmenté de 13,6 p. 100 environ. Depuis 1984, le coût des mêmes programmes a augmenté de seulement 3,5 p. 100 par année, soit moins que le taux d'inflation. Cela prouve que notre gouvernement est déterminé à bien administrer les finances du pays.

**M. John Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, je ne sais vraiment pas ce que je pourrais faire en dix minutes pour dégager vraiment les grandes lignes de cette TPS. En dix minutes, je n'ai que le temps de me racler la gorge, mais je vais tout de même essayer.

Le député de Mississauga—Sud a appelé cette taxe, la taxe qui prend et qui saisit; «d'autres, la taxe des pleurs et des souffrances», mais je veux vous dire que je l'appelle la taxe God Save the Tories, Que Dieu sauve les conservateurs parce que, pour ma part, je ne peux le faire, seul Dieu le pourrait.

Je suis à la Chambre depuis environ 13 ans. Je pensais avoir vu le summum de l'arrogance lorsque les libéraux étaient au pouvoir. Pourtant non, les conservateurs vont encore beaucoup plus loin. Ils pourraient même en montrer aux libéraux, et c'est ce qui m'agace. C'est difficile à faire, mais je veux vous dire que leur arrogance dépasse tout ce que les Canadiens et moi-même avons vu depuis très, très longtemps dans cette enceinte.

Je dis ceci parce que le gouvernement conservateur ment constamment aux Canadiens. Nous nous rappelons le débat entre Ed Broadbent, le député de Vancouver Quadra et le premier ministre en 1984. Le premier ministre avait répondu à notre chef à ce moment-là en disant que les riches paieraient de l'impôt, et non seulement que les riches paieraient, mais qu'ils paieraient beaucoup.

Maintenant, notre ami le ministre des Finances a déclaré, à Montréal: «Il n'y a qu'un problème au Canada, nous avons trop peu de gens riches.» Il a vu ensuite, par ses budgets, à créer d'autres gens riches.

Il a dit à la Chambre en juin 1987 que nous savions tous que le régime fiscal permettait à des sociétés très rentables de ne pas payer leur juste part d'impôts d'année en année, et que nous savions tous également que certaines